

l'opposition à certains droits lesquels, en ma qualité de Québécois anglophone, j'avais toujours considérés comme acquis. Je n'ai pas approuvé cette opposition mais je la comprends maintenant tout comme nos vis-à-vis, et peut-être quelques députés de notre parti, sont convaincus que si nous devons avoir une charte des droits, elle devrait être ce qu'il y a de mieux.

En somme, cela veut dire que d'ici trois semaines à un mois, nous aurons peut-être trouvé un compromis. Nous aurons sans doute surmonté la tendance des conservateurs à retarder le processus, à retarder l'adoption d'une charte des droits, parce qu'ils redoutent qu'elle soit impopulaire pendant un temps auprès du public. Serait-ce qu'ils s'inquiètent des points de vue de six ou sept premiers ministres conservateurs, à l'exception de Bill Davis? Quelle que soit leur raison de proposer une formule qui retarderait l'adoption d'une charte des droits, je pense qu'ils pourront se rendre compte que si nous rapatrions la constitution, si nous y incluons la charte de Victoria, une déclaration des droits, si nous déposons tout cela sur la table pour ainsi dire, à la prochaine conférence fédérale-provinciale, si les premiers ministres se rendent compte qu'ils n'ont rien à craindre de cette charte, de cette formule que l'on pourrait modifier et améliorer dès l'an prochain, peut-être pourront-ils adopter une attitude plus progressiste, plus audacieuse qui libérerait l'avenir de notre pays pour les nouvelles générations.

Des voix: Bravo!

M. Mackasey: Dans les quelques minutes qu'il me reste, monsieur l'Orateur, je dirai que nous avons le défi non pas de ramener la constitution, mais de déverrouiller l'avenir, de faire en sorte que les générations qui sortiront de nos universités ne se heurtent pas au même dilemme constitutionnel, à la même impasse, à la même manie du piétinement qui sont les traits marquants de nos relations fédérales-provinciales depuis deux ou trois générations.

Quelqu'un a dit que nous avons un pays magnifique. Je pense que c'est le député de Provencher (M. Epp) qui a dit avec tant d'éloquence aujourd'hui que nous avons le plus beau pays du monde. Il pourrait être plus beau, compte tenu des ressources que nous avons. Mais nos principales ressources, ce ne sont pas nos ressources naturelles ou minières, c'est notre capital humain. Grâce à l'assurance-maladie, notre main-d'œuvre jouit des meilleures conditions de santé du monde. Grâce à nos programmes éducatifs, autant fédéraux que provinciaux, nous avons la main-d'œuvre la plus instruite du monde. Nous avons la population la plus libre du monde avant que certaines barrières provinciales ne s'érigent devant la crainte de la mobilité et des flux de capitaux.

Nous avons chez nous des centaines de milliers de jeunes Canadiens qui veulent s'atteler à la tâche, qui veulent édifier le pays, qui veulent qu'on en finisse avec cette question constitutionnelle au lieu de s'y heurter constamment. Voilà ce que nous constatons à l'évidence quand nous arrivons dans nos circonscriptions.

Et qu'est-ce que nous dit le monde des affaires? Eh bien, voici: «Au nom du ciel, Bryce, débarrassez-nous de cette affaire constitutionnelle, occupons-nous du reste. Occupons-nous du chômage et de l'inflation. Réglons le problème de l'énergie.» Voilà ce que les gens nous disent. Et cela nous avons les moyens de le faire ici, dans les semaines qui viennent: ramener la constitution, avec une formule d'amendement acceptable et une déclaration des droits de la personne.

La constitution

Et qu'est-ce que cela donnerait? En faisant cela, nous montrerions aux Canadiens francophones, que nous avons apprécié l'an dernier le fait qu'ils ont choisi le Canada quand ils ont eu à opter entre se replier sur eux-mêmes et se tourner vers l'extérieur. Malgré les griefs qu'ils ont, réels ou imaginaires, ils ont eu la sagesse de choisir le Canada. Cela grâce au travail de collègues de la Chambre, particulièrement du ministre de la Justice et du premier ministre (M. Trudeau) à qui nous devrions être reconnaissants.

Pensez à ce que les provinces atlantiques pourraient apporter si nous déverrouillons l'avenir. Il y a là un peuple fier, indépendant d'esprit, qui depuis beaucoup trop longtemps exporte vers le Canada central son capital humain. Pensez un peu à la contribution que les autochtones peuvent apporter à notre société si nous reconnaissons leurs droits dans notre constitution et intégrons de nouveau leur pensée collective à la nôtre. Pensez un peu aux Canadiens de l'Ouest. Il me semble que, trop souvent, on les oublie, on les calomnie, on les comprend mal et on en donne une image faussée. En 1978, j'ai voyagé dans l'ouest du pays et j'ai visité Vancouver, Edmonton, Calgary et Winnipeg ainsi que des endroits moins peuplés. J'y ai parlé de la question constitutionnelle et je me suis rendu compte que la première génération de Canadiens tout court viendrait peut-être de l'Ouest et non du Québec, des provinces de l'Atlantique ou de l'Ontario. Leurs origines remontent à une, deux ou trois générations et ils semblent ne pas comprendre le dilemme devant lequel nous nous trouvons. Les gens de l'Ouest tiennent aussi à bâtir le pays. Ils veulent le faire dans l'Ouest sans avoir à passer constamment par Ottawa, Toronto ou Montréal. Nous devons à tout prix nous défaire de l'image stéréotypée que nous nous sommes faite de l'Ouest, du stéréotype du grenier de l'empire.

M. Hnatyshyn: Quel est ce stéréotype?

M. Mackasey: C'est celui d'un peuple dont la richesse est inestimable; mais ce stéréotype reste bien en-deçà de la réalité. Ceux d'entre nous qui ont passé quelque temps en Colombie-Britannique savent l'importance des réalisations de cette province dans le domaine de l'architecture. A ce chapitre, elle est beaucoup plus avancée que certains autres pays ou provinces. Les universités de l'Ouest sont à l'avant-garde de la recherche sur le cancer et sur les usages de la bombe au cobalt. Elles font aussi des recherches sur les fibres optiques. L'Ouest peut apporter énormément à notre pays. Quand on me demande ce que les gens de l'Ouest désirent, je réponds toujours qu'ils veulent participer à la vie de notre pays en tant qu'égaux, en tant que Canadiens.

Nous, députés à la Chambre, avons un défi unique à relever, celui de résoudre le problème constitutionnel. Nous devons réussir à rapatrier notre constitution et à y intégrer une charte des droits conçue par des Canadiens, pour des Canadiens et ici même, au Canada. Puis rassemblons nos forces, les Canadiens de tous les milieux sociaux, les autochtones, qui forment un peuple indépendant, la population chaleureuse du Cap-Breton et des provinces de l'Atlantique, le potentiel et la joie de vivre du Canada français qui s'est tourné une fois de plus vers notre grand pays, et le potentiel encore inexploité des gens de l'Ouest. C'est tout ce monde qui fait la force de notre pays, et voilà le défi que doit relever la Chambre des communes. Je ne suis pas sûr que nous en soyons dignes. Merci, monsieur l'Orateur.